**Changement de la base des comptes nationaux**

**2007 au lieu de 1998**

**Synthèse**

Les comptes nationaux constituent une des composantes centrales du système national d’information statistique. Leur élaboration se fait par référence à une norme internationale établie par la Division Statistique des Nations Unies, connue par le sigle SCN (Système de Comptabilité Nationale).

Les comptes nationaux sont compilés selon une année de base, qui constitue l'année de référence des agrégats macroéconomiques.

Dans ce contexte et en application des recommandations du SCN, le Maroc, à l’instar des autres pays, procède régulièrement au changement de l’année de base de ses comptes nationaux.

Ce changement d’année de base obéit au double objectif :

* mettre, régulièrement, la comptabilité nationale en conformité avec l’évolution des standards internationaux ;
* appréhender l’évolution que connaissent les structures de la production nationale et la contribution des secteurs d’activités et institutionnels à la création de la valeur ajoutée.

C’est dans ce cadre, qu’après avoir élaboré les comptes de la base 1998 selon les recommandations du SCN 1993, le Maroc a procédé à l’établissement d’une nouvelle année de base de ses comptes nationaux, en l’occurrence 2007, en se référant au SCN 2008.

Les modifications introduites dans l’ancienne base 1998 ont présenté des différences importantes par rapport aux anciens comptes établis dans la base 1980. Elles ont concerné principalement les concepts, les nomenclatures, le mode de valorisation des productions et des valeurs ajoutées et la mesure des variations annuelles en volume. Elles se sont traduites par une structure de comptes nationaux plus développée qui a permis en particulier, une analyse plus fine des revenus et leur répartition entre secteurs et sous secteurs institutionnels.

S’agissant des modifications introduites dans la nouvelle base 2007, celles-ci n’affectent pas, profondément, le cadre central des comptes nationaux en base 1998. Elles concernent les méthodes de comptabilisation édictées par le SCN2008, en particulier, celles relatives à :

* la capitalisation des dépenses de Recherche et Développement (R&D), des bases de données et des dépenses engagées pour acquérir des équipements à usage exclusivement militaire.
* La ventilation du service d’intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM) entre les différents emplois (Consommation intermédiaire et Demande finale).

Outre le dispositif d’enquêtes annuelles, les données fournies par des nouvelles sources statistiques ont été utilisées pour l’élaboration de la série des comptes nationaux de 2007. Il s’agit, en particulier, des enquêtes structurelles réalisées par le HCP auprès des entreprises, des ménages, du secteur informel et des institutions privées sans but lucratif ou encore l’enquête portant sur l’investissement du secteur des administrations publiques.

Une série de comptes et tableaux, allant de 2007 à 2012, est aujourd’hui disponible en base 2007. Ces derniers portent sur :

* Les équilibres ressources emplois par produit (postes de la nomenclature des produits) en valeur et en volume ;
* Les comptes de branches en valeur et en volume (comptes de production et d’exploitation par branches (postes de la nomenclature d’activités) ;
* La séquence des comptes des secteurs institutionnels ;
* Les tableaux des ressources et emplois (TRE) en valeur et en volume ;
* Les tableaux des comptes économiques intégrés et des opérations financières ;
* La matrice de comptabilité sociale (MCS de l’année 2007).

Une opération de rétropolation des comptes nationaux en base 2007 a été réalisée pour la période 1980-2012. Elle permet d’éditer des séries longues et homogènes des comptes nationaux et de répondre, ainsi, aux travaux d’analyse et modélisation économique et aux besoins de prises de décisions.

**Impact du passage de la base 1998 à celle de 2007 sur les niveaux des agrégats**

Le passage des comptes nationaux marocains de la base 1998 à celle de 2007 a entrainé, globalement, une révision à la hausse des niveaux des principaux agrégats.

**Au niveau global du produit intérieur brut**

Pour l’année 2007, le PIB s’élève à 647,5 milliards de DH selon la base 2007 au lieu de 616,2 milliards en base 1998, en hausse de 31,3 milliards de DH ou de 5,1%.

Dans ce cadre, les nouvelles méthodes d’estimation et l’utilisation de nouvelles sources d’information ont contribué par une augmentation importante du PIB de 16,2 milliards de DH ou de 2,6 %, le nouveau traitement du SIFIM de 12,2 milliards de DH ou de 2 % et l’élargissement du périmètre des actifs produits de 2,9 milliards de DH ou de 0,5%.

**Au niveau de la demande**

La réévaluation du PIB a été portée par la demande intérieure. En effet, les dépenses de consommation finale des ménages (y compris les ISBLSM) ont été réévaluées de 15,2 milliards de DH ou de 4,2%, les dépenses de consommation finale des Administrations publiques de 1,2 milliards de DH ou de 1% et la formation brute du capital fixe (FBCF) de 15,6 milliards de DH ou de 8,1%.

Dans ces conditions, et en prenant en considération une réévaluation à la hausse de 3,6 milliards de DH de la variation des stocks, la demande intérieure a été réévaluée de 35,6 milliards de DH ou de 5,3%.

S’agissant des échanges extérieurs, leur réévaluation s’est inscrite dans une hausse de 7,9 milliards de DH ou de 2,9% pour les importations et de 3,6 milliards de DH ou de 1,6% pour les exportations. Ces révisions différenciées se sont traduites par une détérioration du solde extérieur des échanges de biens et services de 4,3 milliards de DH par rapport à son niveau de la base 1998.

 **Au niveau des secteurs d’activité**

La réévaluation de la valeur ajoutée globale a été de 5,7% en base 2007. Sa répartition par secteur d’activité fait apparaitre une réévaluation à la baisse de celle du secteur primaire (agriculture et pêche) de 6,1% et une réévaluation à la hausse de celle du secteur secondaire (industries extractives et de transformation, eau et électricité et BTP) de 7,2% et de celle du secteur tertiaire (commerce et services) de 7,7%.

Dans ces conditions, la part du secteur primaire dans le PIB a baissé de 1,3 point de pourcentage, pour se situer à 10,9%, alors que celle du secteur non agricole est en augmentation de 1,8 point de pourcentage, se situant à 78,1% (la part du secteur tertiaire est en hausse de 1,3 point de pourcentage).

De même, le taux de valeur ajoutée du secteur primaire a baissé de 72% en base 1998 à 62,5% en base 2007 et dans une moindre mesure celui du secteur secondaire de 33,7% à 32,5%. Le secteur tertiaire, quant à lui, a enregistré une amélioration du taux de valeur ajoutée, passant de 69,2% à 73%.

**Impact de la nouvelle base 2007 sur les principaux indicateurs de l’économie nationale**

**Au niveau des indicateurs de croissance**

Le passage à la nouvelle base 2007 a entrainé la réévaluation à la hausse des niveaux de la croissance économique en volume sur toute la période 2008-2012, à l’exception de l’année 2009 pour laquelle le taux de croissance a été revu légèrement à la baisse.

La croissance annuelle moyenne du PIB en volume est réévaluée de 0,2 point de pourcentage durant la période 2007-2012, passant de 4,3% en base 1998 à 4,5% en base 2007.

Les emplois du PIB ont enregistré pour l’ensemble des réévaluations à la hausse. La croissance de la formation brute du capital fixe a été réévaluée de 1% en moyenne annuelle, les dépenses de consommation finale des ménages (non compris les ISBLSM) de 0,3% et celles des administrations publiques de 0,1%.

Au niveau des échanges extérieurs, la croissance des importations a été réévaluée de 1,8% par an en moyenne et celle des exportations de 0,1%, accentuant de ce fait leur contribution négative à la croissance du PIB.

**Au niveau des ratios macroéconomiques**

Le PIB en valeur a été réévalué de 3,1% sur l’ensemble de la période 2007-2012. Rapporté à la population, le PIB par tête est passé de 20 996 DH en 2007 à 26071 DH en 2012. Il s’est situé à 23988 DH par an en moyenne, en augmentation de 704 DH par habitant par rapport à la base 1998.

L’investissement brut a représenté 32,2% du PIB en moyenne annuelle durant cette période, soit une réévaluation à la hausse de 0,9 point de pourcentage par an. Les sociétés non financières et les administrations publiques demeurent les principaux secteurs institutionnels contributeurs à cet effort d’investissement, avec près de 85%.

Le taux d’épargne nationale n’a pas connu de changement. Par conséquent, le besoin de financement de l’économie s’est accentué d’une année à l’autre, particulièrement sous l’effet de la détérioration des capacités de financement des sociétés non financières et des administrations publiques (APU).

Les sociétés non financières ont dégagé des soldes déficitaires durant toute la période 2007-2012. Leur besoin de financement, de plus de 66,1 milliards de DH en 2012, ont représenté le double de celui de 2007.

Les APU avaient des excédents de financement entre 2007 et 2010, mais leur situation financière s’est détériorée progressivement pour devenir déficitaire, avec un besoin de financement, se situant à 20,4 milliards de DH en 2011 et à 35,9 milliards de DH en 2012.

Les secteurs des sociétés financières, des ménages et des ISBLSM ont dégagé des capacités de financement durant toute la période 2007-2012. Mais, elles n’étaient pas suffisantes pour répondre aux besoins de financement de l’économie qui se sont élevés à 80,6 milliards de DH en 2012 au lieu de 437 millions de DH en 2007 et 36 milliards de DH en 2008. Le besoin de financement a représenté, ainsi, 9,5% du PIB en 2012 au lieu de 0,1% en 2007.

**En guise de conclusion**, il convient de souligner l’importance des enquêtes de structures économiques (auprès des entreprises) et sociales (auprès des ménages) pour une comptabilité nationale de plus en plus informative sur les réalités économiques et sociales du pays et conforme aux normes internationales, pour une comparabilité crédible de nos performances avec celles des autres pays.